

GRAND TÉMOIN

Bettina Laville

« La RSE, un moyen de surmonter la crise. »

Entretien avec Bettina Laville, présidente
et fondatrice, avec Huguette Bouchardeau
et Simone Veil, du Comité 21.

Propos recueillis par Bertrand Richard



Que vous inspire le séisme historique causé par la pandémie de Covid-19 ?

Dès avant la crise pandémique, nous étions dans un moment de bascule. Nous le sommes davantage encore désormais, sur la crête séparant deux mondes, l'un qui s'achève, l'autre qui se dessine : « La Grande Transformation » a lieu maintenant¹. La crise est de civilisation car les échanges de populations ont permis la propagation ultra-rapide du virus et le confinement, conçu pour l'endiguer, nous a protégés, nous, humains, mais aussi les animaux et la nature, si souvent malmenés par nous. La séparation entre humains et non humains apparaît moins que jamais pertinente, ce dont nous préviennent depuis longtemps Philippe Descola ou Bruno Latour. On remarque aussi que cette crise est une épreuve d'humanité car les multiples interprétations auxquelles elle a donné lieu ont divergé fortement. C'est dommage car il faudrait s'accorder sur une même vision du monde. La bonne nouvelle, c'est que l'on dispose d'une telle vision : ce sont les 17 Objectifs de développement

durable (ODD), établis par les États membres des Nations unies et rassemblés dans l'Agenda 2030.

Vous parlez de bascule. Certaines choses ont-elles déjà changé à l'occasion de la crise ?

Oui. Premièrement, la plupart des dirigeants sur la planète ont choisi de privilégier la santé des citoyens, « quoi qu'il en coûte » : la thèse souvent formulée arguant que l'on sacrifie tout à l'argent et à l'économie a été battue en brèche, pour un moment en tout cas ; deuxièmement, il y a eu un foisonnement de propositions pour remédier à nos dysfonctionnements. Même s'il peut exister une lassitude, voire un agacement, à entendre les péroraisons sur le « monde d'après », nous étions collectivement mûrs pour cette floraison de scénarios. Autrement dit, nous sommes prêts au changement. Troisièmement, les retrouvailles avec l'essentiel ont été consacrées. Les services indispensables à la survie des sociétés ont été redécouverts, il était inouï que nous les eussions oubliés. Le quatrième point, c'est que tout le monde a envie de changer de

« Tout le monde a envie de changer de modèle économique, même si, certes, il ne s'agit pas toujours du même qui est envisagé. »

modèle économique, même si, certes, il ne s'agit pas toujours du même qui est envisagé. Cinquième chose frappante : l'installation définitive et formatrice de l'économie numérique. Attention : le coût de cette économie numérique en matière d'énergie et de CO₂ est majeur, et la grande révolution à mener est de décarboner les serveurs.

Alors que l'économie mondiale a été mise à l'arrêt durant deux mois, quelle place restera-t-il à la RSE des entreprises dans les mois à venir, quand l'urgence économique prendra toute la place ?

Sauf dans des cas très isolés ou alors à propos d'entreprises elles-mêmes extraordinairement tributaires de l'émission de CO₂ par leur activité même, je pense que ce mouvement du « business as usual » ne va pas gagner. Les gens ont parfaitement compris qu'il y avait un lien entre la crise sanitaire et la crise environnementale. Ils ne vont donc pas repartir dans les comportements post 2008. Ensuite, les 30-35 ans, c'est-à-dire la génération qui va constituer les cadres à venir, est extrêmement sensible à l'environnement, notamment les femmes. Je connais des entreprises vilipendées par les écologistes, mais qui, en interne, comptent des femmes très engagées sur les combats sociaux et environnementaux qu'elles connaissent par cœur. Ce sont des forces motrices à l'intérieur de leurs entreprises. Et puis, les investisseurs s'y mettent. En 2008, ils continuaient à investir dans l'économie carbone. Plus maintenant, et de plus

« Les 30-35 ans, c'est-à-dire la génération qui va constituer les cadres à venir, est extrêmement sensible à l'environnement, notamment les femmes. »

en plus de fonds veulent investir sur le « green », qui devient donc rentable. Les annonces de la présidente de la Commission européenne, Ursula Van der Leyen, les secteurs fléchés par Emmanuel Macron et Angela Merkel dans leur plan de relance vont résolument dans ce sens.

Dernière raison, liée intrinsèquement à la RSE : toutes les entreprises ont mis en place des comités de parties prenantes et il est absolument clair pour elles que l'on ne peut pas revenir en arrière. Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura pas de ratés, de mauvaises décisions prises dans l'urgence. Il faudra les dénoncer mais ne pas à chaque fois interpréter ces signes comme des reculs absolument épouvantables.

Il semble que les entreprises dotées d'une politique RSE robuste s'en sont mieux sorties que les autres durant cette période de crise...

Cela s'explique très bien car ces entreprises, en faisant de la prospective sur nos modes de civilisation, se sont habi-

tuées à l'idée de crise. Elles n'avaient certes pas vu arriver la pandémie mais, pensant à d'autres crises, elles étaient prêtes et très bien armées pour surmonter l'épreuve.

Ensuite, ces entreprises ont réfléchi à l'adaptation. Leurs plans en prévision par exemple de crises climatiques (canicule), ont pu être mis en pratique extrêmement vite, en activant, par exemple, le télétravail quasiment instantanément.

Enfin, elles ont su développer de la cohésion au sein de leurs équipes, décisive en temps de crise. Trois types d'entreprises ont bien réagi en s'appuyant sur leur expérience RSE : celles qui se sont mises au service du bien commun en changeant leur activité, en adaptant leur ligne de production aux besoins d'urgence, comme les masques ou le gel hydroalcoolique ; celles qui ont maintenu leurs activités car elles étaient déjà au service du bien commun (eau, déchets, fournisseurs d'énergie, etc.) et

« Je suis confiante dans la progression de la RSE dans le secteur numérique, car les jeunes y sont nombreux et particulièrement sensibilisés aux questions environnementales. »

s'en sont trouvées valorisées ; celles qui ont pu s'adapter en temps réel, fortes d'une culture RSE dopée à l'adaptation d'urgence.

Les petites entreprises sont-elles armées pour mettre en pratique des politiques RSE conséquentes ?

Pas assez et c'est le grand défi des dix ans à venir que de parvenir à les y aider. Il y a évidemment la question des moyens et du personnel. Et puis les textes ne les obligent pas à faire du reporting environnemental. Or, quand vous n'avez pas d'obligation, que vous êtes pris par le quotidien, il est parfois difficile d'être volontariste sur tous les sujets. Attention cependant : il serait totalement maladroit, dans les six mois qui viennent, d'imposer des obligations nouvelles. Les PME/TPE doivent d'abord se reconstruire.

De manière plus large, il faudrait conduire beaucoup de ces entreprises à des politiques de réorientation, voire de reconversion vers les domaines relevant du développement durable : les besoins, énormes, ne vont pas cesser de s'amplifier. Les chambres de commerce, dont l'empreinte territoriale est adéquate, doivent accélérer là-dessus. Bravo, en la matière, à la Confédération générale des PME (CGPME) qui, sous l'impulsion de son président François Hasselin et de Guillaume de Bodard, président de la commission environnement et développement durable, fait un boulot formidable pour conduire ses entreprises vers ces nouvelles politiques

plus efficaces et plus résilientes. Par ailleurs, je suis confiante dans la progression de la RSE dans le secteur numérique, car les jeunes y sont nombreux et particulièrement sensibilisés aux questions environnementales. Il faut construire le numérique du bien commun.

Vous parlez du réseau des chambres de commerce... Plus généralement, n'est-ce pas le rôle des territoires qui est décisif dans la promotion « par la base » des politiques RSE ?

Au Comité 21, dès avant la crise, nous avons ajouté les deux D de « développement durable » à la loi 3 D de l'exécutif (différenciation, décentralisation, déconcentration) ! Les territoires fondent notre action. Ce sont eux qui vont totalement transformer l'essai.

Trois mouvements s'y observent. Un mouvement de citoyens qui font pression dans les associations, les entreprises, avec les mouvements de circuits courts et ne veulent rien céder sur l'environnement et la qualité de vie ; un nombre très importants d'élus conscients des choses, aujourd'hui majoritaires, qui veulent profondément changer les modes de production et promouvoir la soutenabilité ; enfin, des entrepreneurs engagés de plus en plus nombreux, qu'ils fassent partie du secteur de l'économie sociale et solidaire, ou qu'ils aient décidé d'implanter leur activité en province et mettent au point de nouveaux modèles d'entre-

prises. C'est l'avenir. Les sociologues disent combien il va y avoir un mouvement de retour vers le local, la campagne : l'une et l'autre de ces deux dynamiques vont se renforcer mutuellement.

À quelle échéance pourra-t-on faire un premier bilan de l'impact de la crise sur les politiques RSE ?

Je pense qu'au bout d'un an on verra une tendance. On sera peut-être au plus fort de la crise économique, encore étouffée. Elle va beaucoup secouer, d'autant que nous étions déjà dans un modèle qui s'essouffait. Mais je pense vraiment que la RSE va être un moyen de surmonter la crise. Notamment en développant de nouveaux référentiels sur ce qui compte vraiment. Dans notre rapport « La Grande Transformation », nous défendons l'idée de la réforme de la comptabilité extra financière, pour qu'elle soit au cœur des bilans des entreprises. Nous voudrions que l'ensemble des indicateurs de richesse soit revu pour mesurer la richesse autrement. Nous appelons cela « compter ce qui compte ». Car si nous comptons plein de choses aujourd'hui, comptons-nous cet « essentiel » qu'ont redécouvert nos sociétés ?

1. Le Comité 21 a publié, le 18 mai dernier, un rapport intitulé « La Grande Transformation ». Il est le fruit du comité de prospective du Comité 21, animé par l'économiste Philippe Dessertine.